

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 14 FEVRIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

des candidats révolutionnaires aux cantonales

Les élections cantonales se dérouleront les 7 et 14 mars. Notre tendance Combat Ouvrier a décidé d'y présenter des candidats.

En Martinique nous présenterons deux candidats : Louis MAUGEE dans le canton du Lamentin et Henri ELISABETH dans le 3^e canton de Fort-de-France.

En Guadeloupe, nous présenterons également deux candidats : Max CELESTE dans le 1^{er} canton des Abymes et Rita DAHOMAY dans le 1^{er} canton de Sainte-Rose.

Nos candidats profiteront de cette campagne pour dénoncer l'exploitation quotidienne dont sont victimes les travailleurs, ils dénonceront tous les aspects de la vie dans cette société capitaliste où la vie chère, le chômage, la misère, les mauvais logements, la répression sont le lot commun de la population laborieuse.

La campagne de Combat Ouvrier sera aussi l'occasion de faire entendre l'écho des luttes des travailleurs de l'agriculture.

Les travailleurs auront donc la possibilité au travers des candidats révolutionnaires de faire entendre leur mécontentement. Ils pourront se servir du bulletin de vote qu'on leur met dans les mains pour voter contre les candidats des riches, des patrons et gros propriétaires de terre. Ce sera par là même voter contre le pouvoir colonial qui protège les riches et leur permet d'exploiter les travailleurs en toute tranquillité.

Un vote en faveur des candidats révolutionnaires sera aussi un avertissement aux hommes politiques de la gauche car ceux-ci, tout en protestant contre les agissements du pouvoir colonial et contre les méfaits des patrons, ne font rien pour les combattre. Il faut donc leur faire savoir que les travailleurs en ont assez de la passivité dans laquelle ils se compaisaient et qu'ils veulent se battre pour changer leur sort.

Et si le 7 mars une fraction significative des travailleurs votent pour les candidats de Combat Ouvrier nul doute que l'avertissement sera entendu par les uns et les autres.

C'est le geste le plus efficace que puissent faire les travailleurs au cours de ces élections. Car il est inutile de vouloir chercher quel est le "meilleur" candidat, celui qui "fera quelque chose au conseil général". Il n'y en a pas. Et cela pour la simple raison que le conseil général ne peut rien faire. Il n'a aucun pouvoir.

Et les révolutionnaires pas plus que les autres n'y pourront rien changer non plus.

Mais alors si "vous êtes élus", irez-vous au conseil général ? pourraient-ils nous demander.

La présence d'un révolutionnaire au sein du conseil général pourrait permettre de faire savoir aux travailleurs toutes les tractations qui s'y déroulent. Un révolutionnaire au conseil général pourrait rapporter fidèlement aux travailleurs les compromissions des uns et des autres et les éclairer sur le rôle réel de ceux qui sont censés les représenter et qui le plus souvent se font les complices du pouvoir, soit ouvertement, soit en se taisant.

Tel est le sens des candidatures Combat Ouvrier.

Et c'est sur cette base que nous appelons les travailleurs de Fort-de-France, du Lamentin, en Martinique, ceux de Sainte-Rose et des Abymes, en Guadeloupe, à voter massivement le 7 mars pour :

Louis MAUGEE, ouvrier du bâtiment, Canton du Lamentin

Henri ELISABETH, agent technique à la SPEDEM, 3^e canton de Fort-de-France

Rita DAHOMAY, institutrice, 1^{er} Canton de Sainte-Rose

Max CELESTE, instituteur, 1^{er} canton des Abymes.

SOUTENEZ LES CANDIDATS DE COMBAT OUVRIER

Il est important que de nombreux travailleurs participent activement à notre campagne. NOUS APPELONS TOUS CEUX QUI PENSENT QUE LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT PARTICIPER A LA CAMPAGNE ELECTORALE, TOUS CEUX QUI VEULENT QUE CETTE CAMPAGNE SOIT UN SUCCES.

TOUS CEUX QUI VEULENT DONNER LEUR AIDE A PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

Ils peuvent le faire en écrivant ou prenant contact avec Rita Dahomay, à Ste-Rose, ou en écrivant à Combat Ouvrier BP 214 à Pointe à Pitre.

A Fort de France, ils peuvent écrire à Combat Ouvrier BP 386. Ils peuvent aussi prendre contact avec nous à la permanence qui se tient au 40 rue Monnerot à Terres-Sainville, les lundi mardi et jeudi vendredi de 16h45 à 17h45.

LIRE EN PAGE 2

MARTINIQUE : La police occupe le Centre de Transfusion Sanguine

MARTINIQUE

LA QUESTION DU FRÊT MARITIME : UNE QUERELLE ENTRE CAPITALISTES
QUI NE CONCERNE PAS LES TRAVAILLEURS.

Une politique se développe ces jours-ci au sujet des tarifs du fret maritime. En effet, une société capitaliste, la Compagnie de Navigation Mixte, a l'intention d'ouvrir une ligne Europe-Antilles, qui concurrencera le monopole de la Transat.

Celle-ci qui se sent menacée a déjà pris des mesures de rétorsion en supprimant une ristourne qu'elle accordait aux importateurs, au cas où ceux-ci emprunteraient les services de la Compagnie de Navigation Mixte. Bien entendu, les beaux esprits de la jeune chambre économique ne manquent pas de vanter les mérites de cette nouvelle société, dont la seule présence sur les lignes des Antilles ferait baisser le taux du fret de 30 à 40%. Et bien sûr, ils nous présentent cette baisse comme étant un moyen excellent pour développer l'économie de la Martinique et de la Guadeloupe.

Que la Transat fasse des supers bénéfices sur la ligne des Antilles, cela, tout le monde le sait et la jeune chambre économique ne fait qu'annoncer aujourd'hui ce que la gauche dit dans son ensemble depuis des années.

Mais l'introduction d'une nouvelle société ne changera en rien la situation. Mieux, elle aggravera le chômage des dockers, car la marchandise transportée sera conteneurisée. Surtout, la baisse du fret a toutes les chances, si elle a lieu, de ne pas être répercutée sur les prix de vente. Cela ne fera que grossir les profits des capitalistes de l'import export. Et les appels à la solidarité des martiniquais contre la Transat, lancés par les "experts" de la jeune chambre économique, tel de Lucy, ne sont destinés qu'à tromper le public.

GUADELOUPE

LA MUTUELLE DE
MARE-GAILLARD :
UNE BONNE AFFAIRE

L'affaire de Mare-Gaillard revient sur la scène de l'actualité. Le président en exercice Gilbert Oxibel, vient en effet de déposer une plainte pour une escroquerie qui porterait sur plus d'un milliard d'anciens francs.

Mais dans le même temps, un certain nombre de mutualistes et le syndicat des adhérents contestent les élections des délégués de sections qui se sont déroulées (suite au verso)

MUTUELLE

de MARE GAILLARD suite

lées le 11 janvier 1976.

L'affaire de Mare Gaillard traîne depuis plus de huit ans. Elle avait commencé par la découverte d'importantes escroqueries au sein de la Mutuelle. Escroqueries qui avaient conduit en prison un certain nombre de gens dont certains faisaient partie de "la bonne société" de Pointe à Pitre. Il semble d'ailleurs à ce propos que d'importantes personnalités du monde financier aient alors réussi à passer au travers des mailles du filet.

Un syndicat d'adhérents s'était alors créé. Car la richesse de la société ne vient pas de rien. Les fonds importants qu'elle gère viennent de l'épargne de petites gens qui veulent bénéficier de l'intervention de la société lors de leur mort afin d'avoir des funérailles dignes. Mais les sommes ainsi collectées étaient si importantes, que certains administrateurs de la société, agissant sans aucun contrôle des adhérents, puisèrent dans les caisses.

L'affaire eut le prolongement judiciaire que l'on sait et défraya la chronique locale pendant près de trois ans.

Le pouvoir s'en est mêlé, mais jamais aucune solution satisfaisante pour les intérêts des petits adhérents ne fut trouvée. En réalité une caisse d'aide comme Mare Gaillard gêne plus d'un. Et notamment les gens de la finance, les hauts placés. Mais il est certain que Mare Gaillard aiguise les appétits. Et beaucoup de gens ont envie de contrôler cette société pour être à la tête du capital qu'elle représente. Sans compter qu'il semble qu'on se soit aussi servi de l'argent pour financer certaines campagnes électorales.

Dans tout cela les intérêts des petits adhérents qui voyaient dans la société une oeuvre de solidarité et qui à l'origine était destinée à investir dans des réalisations sociales, ces intérêts sont loin d'être respectés. Et l'administration ne fait pas grand chose pour clarifier la situation.

La seule solution serait que les adhérents puissent effectivement contrôler de A à Z des fonds qui leur appartiennent. On est encore loin de cela.

GUADELOUPE OUVERTURE DE LA CAMPAGNE SUCRIERE

SEULE LA LUTTE DONNERA SATISFACTION
AUX TRAVAILLEURS.

Les discussions continuent entre patrons et syndicats. Rien ne sort de ces réunions. Les usiniers déclarent eux-mêmes qu'ils ne veulent pas céder grand chose. C'est ainsi qu'ils proposent l'application du SMIC en agriculture pour dans trois ans. Les syndicats ont refusé d'accepter un tel accord.

De même pour ce qui concerne les salaires des travailleurs d'usines à sucre, les usiniers refusent de satisfaire la revendication des 20 % d'augmentation.

Pour les planteurs de cannes, là aussi, les usiniers veulent payer le prix de la tonne de canne soit moins cher que l'année dernière, soit au même prix.

Travailleurs et petits paysans n'ont pas à faire les frais des difficultés supposées ou réelles des capitalistes.

Lorsque les affaires vont bien, aucun capitaliste n'a jamais proposé aux pauvres de leur distribuer une partie de leurs profits. Il n'y a aucune raison que sous prétexte que le prix du sucre est plus bas cette année, ou que les affaires de ces messieurs les capitalistes vont plus mal du fait de la crise mondiale, que les travailleurs en fassent les frais.

La crise, ce sont les capitalistes eux-mêmes qui en sont responsables.

Devant la volonté affirmée des patrons de refuser toute augmentation de salaire et toute amélioration pour le paiement des cannes, travailleurs agricoles et industriels, petits paysans doivent engager la lutte.

En particulier, les travailleurs ne doivent se faire aucune illusion sur ce qu'ils pourront gagner en se contentant d'attendre les résultats d'une discussion interminable dans les commissions paritaires. Le seul moyen d'imposer des augmentations de salaires aux patrons, c'est de se battre. Les travailleurs sont des milliers, ils sont indispensables au déroulement de la récolte. Ils ont les moyens de contraindre les patrons à céder. Ce n'est que de leurs luttes que sortira une amélioration de leur sort.

DEMANDEZ LE MENSUEL
COMBAT OUVRIER n° 58

MARTINIQUE la police occupe le centre de transfusion sanguine

Le Centre de Transfusion Sanguine est occupé par les forces de police depuis mardi 10 février. C'est la seule réponse donnée par le préfet Noiraud-Causson à ces travailleurs qui sont en grève pour la garantie de leur emploi et l'arrêt des brimades dont sont spécialistes Schneider le directeur et Arbonnel le chef de service. Après une violente campagne de presse menée par France-Antilles contre les grévistes, le préfet a donc obéi.

Il paraît que le sang, maintenant que le Centre est fermé, va être acheminé de France et de Guadeloupe. Mais parallèlement le laboratoire de l'hôpital Clarac a

reçu du sang à analyser ce qui est le rôle normal du CTS. Les laborantins de Clarac ont refusé rappelant que les conditions matérielles pour travailler de manière correcte n'étaient pas remplies et qu'ils se refusaient à briser la grève de leurs camarades du CTS.

Le conflit, après le coup de force policier est ainsi loin d'être terminé, d'autant plus que les différents syndicats de la santé semblent se mobiliser contre cette atteinte au droit de grève, pépétré par Noiraud-Causson.

\$\$\$\$\$\$\$\$\$

LE NAÏF CONDAMNÉ : UNE ATTEINTE A LA LIBERTE DE LA PRESSE

La justice coloniale vient de condamner "Le Naïf" à verser 1 million d'A.F. de dommages et intérêts à M. Saint-Prix, candidat UDR à l'élection municipale de Rivière Salée.

C'est uniquement pour avoir publié une lettre d'un de ses lecteurs en octobre 1974, que "Le Naïf" est condamné si lourdement. D'après Saint-Prix, "Le Naïf" aurait permis la diffusion de propos diffamatoires à son égard.

En fait la condamnation qui s'abat sur "Le Naïf" n'est ni plus ni moins qu'une atteinte à la liberté de la presse.

\$\$\$\$\$\$\$\$\$

GUATEMALA 20 000 MORTS

SITUATION DRAMATIQUE POUR LES PAUVRES APRES LE SEISME

Le tremblement de terre du Guatemala a fait plus de vingt mille morts.

On compte des milliers de sans abris et de blessés. Des risques d'épidémie graves sont encourus par la population.

La situation des gens les plus pauvres est donc dramatique.

L'ONU, les Etats-Unis, la France etc... ont envoyé secours et argent au Guatemala.

Mais la même catastrophe survenue dans un pays riche comme les Etats-Unis, par exemple, n'aurait pas eu, en plus des conséquences directes, des conséquences secondaires si graves. Les Etats-Unis n'auraient pas eu besoin de faire appel à la charité internationale pour combattre les effets du séisme.

Car il est possible de construire de façon à atténuer les effets des cataclysmes.

On peut aussi nourrir, loger et secourir rapidement tous les sinistrés.

Mais justement, cela est moins possible quand il s'agit de pays pauvres.

C'est le cas aujourd'hui du Guatemala, pays pillé par l'impérialisme américain.

Là encore comme en d'autres circonstances, le plus grave fléau, la calamité qui fait le plus de tort aux hommes c'est encore le système social dépassé et rétrograde qu'est la société capitaliste.

C'est bien cela qu'il faut penser à supprimer de la planète.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: M.E. ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONED DU JOURNAL : P.A.P.
2ème supplément au mensuel n° 58